

# **Manifeste**

**Du**

# **Groupement des Organismes Associés en Lutte**

**Région Île-de-France**

**Novembre 2024**

\*\*\*\*\*

**Face à l'austérité budgétaire prévue pour 2025, et face à l'hostilité de Valérie Pécresse vis-à-vis des structures de la Région Île-de-France, création du Groupement des Organismes Associés en Lutte (GOAL)**

Le 10 octobre 2024, face à Darius Rochebin sur LCI, Valérie Pécresse s'est vanté d'avoir supprimé 15 structures de la Région depuis le début de son mandat. Et sous prétexte que le journaliste ne pouvait immédiatement lui citer lesquelles, d'en conclure que ces structures "n'étaient pas utiles" !

Outrances, mensonges, simplifications... l'expression d'une partie du personnel politique semble ne plus se soucier de vérité ou de fondement scientifique. Nous avons espéré que cette tendance ne traverse pas l'Atlantique mais le chemin est tracé ; les droites extrêmes françaises et européennes s'y sont largement engouffrées et quand la présidence de la Région se vante d'avoir supprimé des organismes au motif qu'ils ne servaient à rien - puisque le journaliste qui l'interroge ne s'en est pas aperçu - ça en dit long sur la défiance, voire le mépris de la droite dite « classique », désormais, vis-à-vis du savoir, de la connaissance, vis-à-vis des femmes et des hommes qui ont pour mission de nourrir en données objectives et incontestables l'action publique.

Ce mépris a des conséquences budgétaires sur les services et organismes associés de la Région Île-de-France. Ce mardi 12 novembre, l'exécutif régional donne une conférence de presse pour présenter "un effort inédit de baisse de ses dépenses", soit la recherche d'environ 320 millions d'euros d'économies qui amputeront les dépenses de fonctionnement d'au moins 15 %, et celles d'investissement d'au moins 20 %. Face aux impacts qu'une nouvelle baisse de subvention aurait sur des services et organismes associés de la Région déjà fragilisés, ces derniers ont décidé de se coaliser pour faire entendre leur voix. À l'approche des débats d'orientations budgétaires, le Groupement des Organismes Associés en Lutte (GOAL), réunissant des responsables syndicaux de Choose Paris Region, de L'Institut Paris Region, d'Île-de-France Nature, du centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (Crips Île-de-France), d'Airparif et des services de la Région, décident de s'allier pour défendre leurs structures, mais également une certaine vision du service public.

En effet, la défiance que Valérie Pécresse exprime sur tous les plateaux se traduit par une politique de réduction budgétaire mais aussi par un contrôle accru sur les travaux des organismes du GOAL. Elle illustre une vision « court-termiste » de la responsabilité politique. Nos moyens diminuent, notre indépendance intellectuelle est muselée, notre liberté d'expression est contrôlée... Quel crédit est désormais envisageable pour les productions des organismes associés si le regard du politique s'immisce au plus profond de la production du savoir et si l'exigence politique en contrôle l'expression et la diffusion ? Ce double mouvement d'affaiblissement et de contrôle des organismes associés de la Région constitue une menace pour l'intérêt des Franciliens et des politiques publiques, qui nécessitent des travaux objectifs et des données impartiales sur lesquels s'appuyer pour prendre les bonnes décisions.

Si la tendance se poursuit, nous ne pourrons plus vous dire :

Que 76 % des franciliens sont éligibles au logement social et que les loyers du parc privé ont augmenté de 56 % entre 2002 et 2020 ; qu'en Seine-Saint-Denis, 40 % des moins de 20 ans vivent sous le seuil de pauvreté ; que 3 685 000 Franciliens habitent dans des quartiers fortement vulnérables à la chaleur, que plus d'un million de résidents sont directement exposés au risque d'inondation par débordement de la Seine et de ses affluents ; qu'il faut 9 millions de tonnes d'aliments chaque année pour nourrir les habitants ; qu'en 40 ans, les deux tiers des exploitations agricoles ont disparu ; que 40 % des espèces d'oiseaux nicheurs sont menacées d'extinction ; que l'Île-de-France reste un territoire marqué par le VIH alors que 39 % des Français diagnostiqués vivent en Île-de-France, ce qui en fait un territoire clé de l'épidémie en France.

Si la tendance se poursuit, nous ne pourrons plus aider les politiques publiques à déterminer :

Où construire les logements de demain ; comment accompagner le vieillissement de la population ; comment lutter contre la précarité énergétique, comment repenser nos moyens de produire et de consommer en intégrant les limites planétaires ; comment protéger la biodiversité dans les exploitations agricoles ; comment adapter l'île de France à la chaleur urbaine ; quel est le potentiel de renaturation des territoires ; comment développer les matériaux biosourcés, ou comment prévenir les violences sexuelles et sexistes dans les transports, sur les réseaux sociaux ou encore en milieu scolaire ; comment outiller les lycéens et lycéennes pour prendre soin de leur santé ; comment accélérer les efforts de dépistage et prévention du VIH auprès des populations souvent vulnérables sur l'ensemble du territoire francilien y compris la grande couronne bien trop isolée.

Bientôt les organismes devront livrer des données qui commentent et non qui objectivent. Des données qui ne feront qu'alimenter des fantasmes ou, supposément, les confirmeront car ces données ne pourront plus être objectivement produites par manque de moyen ou tout simplement parce que les requêtes dans leurs libellés contiendront des postulats faux, non-vérifiés ou tendancieux. Bientôt les données ne seront plus ce qui incite à l'action mais seulement ce qui la justifie a posteriori, selon un programme politique qui sert des intérêts. Bientôt, les publics bénéficiaires des politiques de prévention en matière de santé ne seront plus ceux qui en ont le plus besoin mais ceux qui jouissent déjà de la faveur du politique : les grandes recommandations d'organismes internationaux de santé publique par crainte de représailles de l'extrême droite devront-elles cesser d'être suivies ? Quand les métiers de la connaissance sont menacés, c'est la démocratie qui est en danger.

Aussi, entre austérité et hostilité, le Groupement des Organismes associés en Lutte (GOAL) pousse un cri d'alarme et se déclare prêt à se mobiliser jusqu'au budget sur les revendications suivantes :

- Le rétablissement des subventions régionales des OA au niveau de 2021, soit le début du second mandat de Valérie Pécresse
- Le refus de la baisse du budget de fonctionnement et d'investissement de la Région pour 2025
- La volonté d'obtenir un engagement pluriannuel sur le budget de fonctionnement de la Région et sur les subventions des organismes associés, jusqu'à 2028
- Le rétablissement du pouvoir d'achat des salarié-es de la Région et des OA
- Une garantie écrite sur le maintien de l'emploi et des missions des OA
- Une exemplarité de la dépense régionale : fin des subventions extra-légales, fin du recours aux cabinets de conseils pour des missions que les services de la Région ou les OA peuvent réaliser
- L'indépendance technique de nos structures et nos services

## **Des organismes associés et des services de la Région déjà fragilisés : une décennie de baisse de subvention, d'érosion des effectifs et d'injonction à la diversification financière**

Les organismes associés à la Région Île-de-France portent une multitude d'activités d'intérêt public, soit directement auprès des Franciliens (comme le Crips Île-de-France ou Île-de-France Nature, responsable de l'aménagement et la protection des espaces naturels) et des entreprises implantées dans la région (Choose Paris Region, accompagne le développement économique et l'innovation), soit auprès des collectivités territoriales pour outiller les politiques publiques locales en données et en connaissances (L'Institut Paris Region, l'agence d'urbanisme francilienne et Airparif chargé de surveiller la qualité de l'air).

Malgré leur diversité, ils sont confrontés à une menace commune : l'érosion continue de leurs moyens et par conséquent la fragilisation de leurs missions et services rendus aux territoires et habitants.

Plusieurs de ces structures sont déjà le résultat de fusions multiples pour faire de supposées économies : l'Agence Régionale du Développement, les Centres franciliens de l'Innovation, la Commission du film d'Île-de-France et le Comité régional du tourisme ont été regroupés pour former Choose Paris Region ; l'Agence régionale de la biodiversité, l'Agence régionale Energie-Climat et l'Observatoire régional des déchets ont rejoint les équipes de l'Institut Paris Region. Ces fusions ont été systématiquement accompagnées de pertes d'emplois. L'efficacité financière de ces regroupements n'est d'ailleurs pas toujours prouvée, car dans le cas de Choose Paris Region, la fusion résulte en une obligation de soumission à la TVA créant un poste de dépense infructueux et récurrent de 600 000 euros par an. On pointerait également dans le cas de Choose Paris Region 100 000 euros de dépenses liées à la fusion qui, ensemble, ont créé un déficit pour l'année 2023 de 700 000 euros.

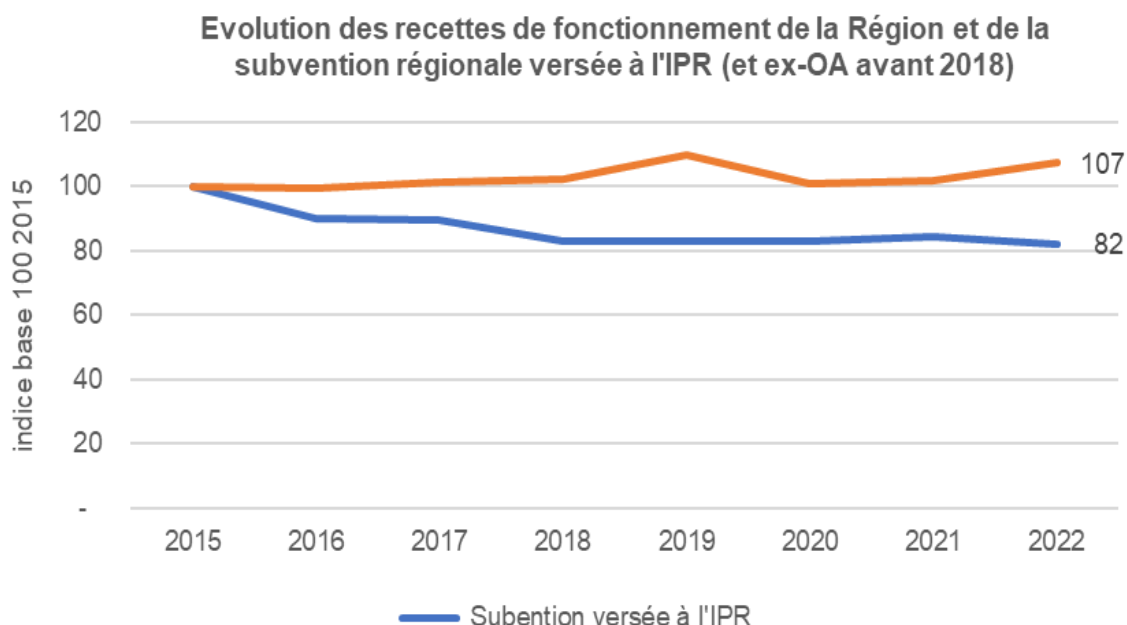
Globalement, des efforts considérables ont déjà été demandés, ces dix dernières années, à l'ensemble de ces organismes publics franciliens :

Entre 2015 et 2024, la baisse observée sur l'ensemble des quatre structures qui composent L'Institut Paris Region (IAU/IPR, Natureparif (devenu l'ARB), Arene (devenue l'AREC) et ORDIF) atteint 28 % en euros courants. En dépit des efforts des salariés, l'Institut Paris Region connaîtra une nouvelle baisse d'au moins un 1 million d'euros en 2025, alors même que leur direction prévoit un déficit à la fin d'année 2024, une première à L'Institut Paris Region.

Sur la même période, les effectifs du Crips Île-de-France ont baissé de 34 % (on ne compte plus que 39,13 salariés contre 58 il y a 12 ans).

Au-delà des pertes de moyens humains, la politique d'austérité dégrade les services portés par les différentes structures. Ainsi, le Crips Île-de-France doit rester dans des locaux inadaptés à l'accueil du public pourtant essentiel pour ses missions. Pour combler les baisses de financement régional, toutes les structures sont appelées à diversifier leurs ressources, ce qui se traduit le plus souvent par la recherche de contrats privés, peu compatible avec la mission primaire de produire des services gratuits et accessibles à tous. Enfin, certaines activités ont tout simplement été supprimées.

Soulignons que ces baisses successives des subventions régionales surviennent dans un contexte de hausse relative des recettes de fonctionnement de la Région depuis 2015. La rigueur budgétaire, les organismes associés l'ont subie depuis plus d'une décennie alors même que les ressources de la région progressaient par ailleurs (+7% au cours de la période). Le tableau ci-après compare l'évolution des recettes de fonctionnement de la Région (courbe orange) et celle de la subvention régionale versée à L'Institut Paris Region depuis 2015 (courbe bleue), soit le début du mandat de Valérie Pécresse.



Sources : BDES, délibérations Conseil Régional et OFGL (comptes consolidés de la région)

À l'approche du vote du budget régional en décembre 2024, les syndicats des services de la Région Île-de-France, de L'Institut Paris Region, de Choose Paris Region, d'Île-de-France Nature et du Crips Île-de-France ont décidé de se mobiliser conjointement face à de nouvelles baisses de subvention. Si ces baisses s'annoncent déjà importantes, elles demeurent incertaines et pourraient même s'avérer plus importantes que prévu. Initialement planifié le 15 novembre 2024, le débat d'orientation budgétaire - qui fixe le montant des subventions respectives - a été repoussé au 26 novembre 2024 pour un vote définitif du budget prévu la dernière semaine avant les vacances de décembre 2024. Ainsi, les services de la Région et les organismes associés sont condamnés à un laps de temps très court pour évaluer l'impact des baisses sur leurs activités et ainsi se mobiliser en conséquence. Pour contrer cette logique, le GOAL (Groupement des Organismes Associés en Lutte) décide de se mobiliser en amont des débats d'orientation budgétaire, face aux risques qui pèsent sur les structures et leurs capacités à assurer des missions de service public dans l'intérêt des Franciliens.

## Des conséquences catastrophiques sur les organismes associés

Face aux baisses annoncées, plusieurs organismes associés prennent le risque de présenter pour 2025 un budget déficitaire, qui entrainerait leur structure dans une zone de forte turbulence avec des fonds propres négatifs et des conséquences pour l'avenir extrêmement lourdes. Pour éviter cela, peu d'alternatives s'offrent aux organismes associés de la Région. Ils devront d'abord réduire drastiquement leurs capacités d'intervention, soit à travers la suppression de toutes les tâches nécessitant un tant soit peu d'externalisation, soit même à travers l'annulation de certaines missions fondamentales par manque de moyens ; soit avec une baisse des effectifs à travers le non-remplacement des départs, voire des licenciements économiques. Ces scénarios s'illustrent, à des degrés divers, à travers les exemples du Crips Île-de-France de Choose Paris Region et de L'Institut Paris Region.

### Le Crips Île-de-France

Pour le Crips Île-de-France, il avait été annoncé en juin 2024 un accord de principe du maintien de la subvention, malgré la baisse déjà pressentie pour tous les autres organismes associés. Une nouvelle stratégie d'association avait alors été travaillée par les équipes et validée par la Région. Récemment, il a été porté à l'attention des syndicats qu'une baisse de 10 % étaient finalement prévue, sans qu'il n'y ait aucune annonce officielle. Une telle perspective va obliger le Crips Île-de-France à revoir toute sa stratégie d'association, qui avait demandé des mois de travail aux équipes. Si la baisse de subvention a bien lieu, le Crips Île-de-France connaîtra une nouvelle fois des contrats non renouvelés et ainsi une équipe de nouveau réduite. En outre, il sera impossible de voir les salaires de la structure revalorisés

dans un tel contexte austéritaire, alors que l'inflation se poursuit. Alors que le salaire médiant net au Crips Île-de-France peine à dépasser le smic de 20 %, il est urgent de permettre aux salarié.e.s une rémunération à la hauteur des charges franciliennes.

### **Choose Paris Region**

Du côté de Choose Paris Region, la baisse de 15% de la subvention régionale pour 2025 avait été évoquée en juillet 2023 sous la forme de “bruits de couloir”, alors que le directeur ne semblait pas lui-même détenir cette information lors du CSE en juillet 2024. La perspective qu'une telle annonce ne démobilise les équipes expliquait peut-être la réticence d'alors à livrer l'information, alors que les équipes s'apprêtaient à faire face aux JOP. Cependant rien ne prouve que la direction en fût détentrice à ce moment-là.

La lecture des Bleus budgétaires permettra de confirmer ce qui aujourd'hui est présenté comme une hypothèse solide, au vu des annonces du Vice-Président de Région aux Finances. À l'approche des débats d'orientation budgétaire, la direction a annoncé que la baisse pouvait être encore plus forte, ce dont les syndicats de Choose Paris Region se doutaient. A ce stade, l'hypothèse de -15 % signifie une baisse d'environ 2,8 millions d'euros de la subvention, qui représente 80 % du budget. Il est donc logique de s'attendre à un impact direct sur l'emploi, alors qu'au moment de la fusion, il avait été promis que l'emploi ne serait pas touché. Il est probable que tant la direction que l'exécutif régional fassent valoir que la baisse de budget n'a pas pour source la fusion mais bien la baisse drastique de dotation de l'État aux collectivités territoriales.

Le niveau de cette baisse fait craindre un PSE qui inciterait probablement les meilleurs éléments de Choose Paris Region à opter pour un départ, puisqu'il est envisageable qu'ils puissent retrouver un emploi dans des délais raisonnables. Cette hémorragie handicaperait grandement l'Agence et serait fortement préjudiciable pour son avenir. Dès les premières annonces, la présidente, tout comme le directeur de l'organisme, a montré sa résignation alors que le représentant du personnel au Conseil d'administration l'invitait à défendre l'idée que Choose Paris Region, agence d'attractivité, représentait un investissement pour l'avenir avec, pour perspective, une reprise économique. En vain.

Cette annonce vient s'ajouter à une politique des Ressources humaines désastreuse : aucune augmentation de salaire n'a été accordée pendant ou après la période de haute inflation sous prétexte que les salaires de la majorité des salarié.es seraient élevés. Mise à part un ultime ajustement du financement des tickets-restaurant, aucune augmentation générale n'a été accordée après une interminable NAO qui a d'ailleurs changé d'objectif en cours de négociation. Ont été privilégiées des mesures individuelles pour répondre à une réorganisation des services et à l'attribution à de nombreux collaborateurs des fonctions de manager (qui initialement ne devaient pas générer d'augmentation de salaire...). L'argument massue invoqué a été : les personnels sont tout autant sensible aux gratifications intellectuelles qu'à celle monétaires...

Enfin, l'Agence souffre d'une structuration déficiente du pôle RH depuis des années. Ce qui crée par cumul un besoin en nombre de salarié.es que la direction se refuse d'admettre. La comptabilité est également touchée. Cette faiblesse fait craindre un traitement des conséquences de la réduction budgétaire de façon négligée. Comment une direction qui a, depuis des années, été en difficulté pour assumer ses seules obligations, pourrait-elle ou pourra-t-elle faire face à un éventuel PSE si toutefois l'Agence devait se résoudre à cet expédient ?

### **L'Institut Paris Region**

Si elle n'ose utiliser ce vocable, la Région Île-de-France a clairement depuis plusieurs mandatures lancé l'Institut dans une sérieuse cure d'austérité. Entre 2013 et 2017, l'Institut Paris Region a perdu 25,3 ETP (Emploi à temps plein), que l'intégration des organismes associés n'a qu'imparfaitement masquée, entachée d'un licenciement de 7 personnes. Depuis 2021, ce sont encore 8 ETP non remplacés et l'équivalent de 8 CDD perdus. Alors que la Région s'emploie à priver L'Institut de ses forces vives, les salarié.es doivent s'employer, tout en travaillant sur des thématiques élargies, à répondre aux demandes de nouveaux partenaires et de contrats qu'on leur agit comme une promesse de compensation des baisses régionales, une promesse d'ores et déjà devenue un déficit et qui, bientôt, sera une dette.

C'est donc une nouvelle baisse de la subvention qu'on demande aux salarié.es de L'Institut Paris Region au nom de l'austérité. Or l'austérité n'est acceptable qu'étayée par l'ambition. Au gré des départs non remplacés, des thématiques d'études sont laissées de côté ou redispachées, ce qui démultiplie les tâches pour les salarié.es restants, mais implique également des compétences manquantes pour répondre aux demandes des partenaires. Cette nouvelle coupe budgétaire ne fait que parachever l'affaiblissement de notre outil de travail en cours depuis des années. Elle se traduira invariablement par une nouvelle baisse des effectifs ; les économies de loyer, issues du déménagement imposé en 2024, ne suffiront pas pour un organisme dont l'essentiel des dépenses sont liés aux salaires.

## **Des conséquences catastrophiques sur les Francilien·nes**

Valérie Pécresse se vante dans les médias d'avoir supprimé 15 organismes associés depuis son élection. Quel mépris doublé d'une ignorance profonde des outils qui étaient à sa disposition pour mener une politique éclairée et ambitieuse. Prétend-t-elle pouvoir remplir ses missions seule ? Depuis quand les services de la Région, tout dévoués qu'ils sont, savent-ils mener des études approfondies, des accompagnements de collectivités territoriales, des actions de santé auprès des publics, des politiques culturelles fines ou professionnelles ? Depuis quand la Région peut-elle mener à bien, seule, certaines obligations qui lui sont faites par la loi et qui, en fait, ne peuvent être menées que par des organismes associés ?

C'est nier le travail que les organismes associés mènent en direction des professionnels, des entreprises, des territoires (intercommunalités, départements, communes) qui s'en emparent afin d'améliorer la vie des Francilien·nes, sans pour autant que ces derniers en soient nécessairement conscients. Toutefois, une fois les coupes budgétaires réalisées, ce sont les politiques publiques et donc les Francilien·nes qui en paient le prix. Par exemple, la Région a fermé 6 organismes culturels entre 2017 et 2019, perdant ainsi une connaissance fine des acteurs du livre, de l'édition, du spectacle vivant, de la musique. Il est illusoire de penser qu'en supprimant 450 postes, la Région puisse effectuer un travail de la même qualité auprès de ses administré·es et de ses partenaires. Faire de la réduction des coûts un objectif absolu, c'est interdire certains travaux fondamentaux quant à la connaissance de la Région et de ses territoires.

C'est également se priver d'une ingénierie publique précieuse à l'heure où les défis environnementaux rendent nécessaires une politique publique éclairée. Pour faire un lien avec l'actualité, les inondations qui ont fait au moins 219 mort·es, 89 disparu·es et causé des dégâts matériels immenses dans la région de Valence fin octobre 2024, en Espagne, ont révélé les négligences catastrophiques de l'exécutif régional local allié à l'extrême-droite, en juillet 2023. Dès novembre 2023, cette Région se félicitait d'avoir supprimé l'Unité des urgences de Valence – la cellule de crise qui permet de coordonner les urgences – « la première étape de la restructuration du secteur public des entreprises annoncée par le gouvernement de Valence », selon elle. Cette suppression faisait partie de son programme électoral sur très forte incitation de l'extrême-droite. Nul doute qu'une meilleure coordination des secours aurait amélioré la gestion de cette crise, très critiquée pour sa lenteur et sa désorganisation. En ces temps de rapprochements entre des partis républicains faibles et ceux d'extrême droite, qui se retrouvent autour de leur culte de l'austérité, de leur défiance calculée et de leur détestation de tout ce qui peut s'apparenter à des institutions défendant le bien commun, cet épisode tragique lié au dérèglement climatique devrait nous interpeler.

Les organismes associés œuvrant à un aménagement durable et cohérent de l'espace régional sont loin d'être des outils superflus dont l'affaiblissement, voire la suppression n'aurait aucun impact sur les Francilien·nes. Ils contribuent au contraire à faire de l'Île-de-France un espace où il fait bon vivre et permettent de prévenir des erreurs qui peuvent avoir des coûts humains et matériels désastreux. À Valence, l'urbanisation massive et non contrôlée dans des zones inondables est en grande partie responsable de ce lourd bilan humain. Les études de L'Institut Paris Region et les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme qu'il produit depuis plus de 60 ans permettent la mise en place de règlements empêchant ce type d'urbanisation sauvage et dangereuse. Ainsi, des économies de bouts de chandelles court-termistes peuvent avoir des conséquences budgétaires majeures et s'avérer un très mauvais calcul économique à long terme. Et lorsque cet aveuglement austéritaire dogmatique

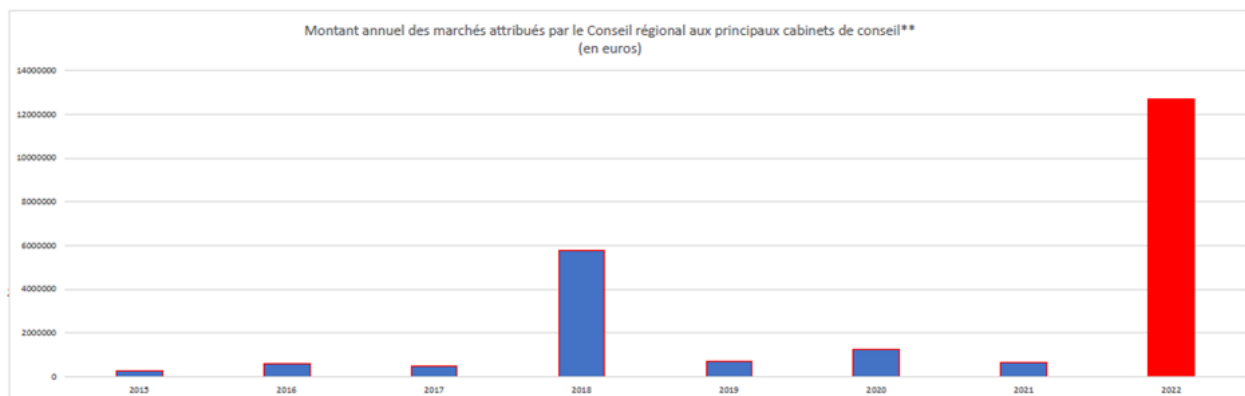
laisse place à une volonté délibérée de cacher les vérités qui dérangent ou d'instrumentaliser les chiffres pour justifier des choix politiques injustes, alors c'est la démocratie qui est en péril.

## Un affaiblissement de l'ingénierie publique entre austérité, concurrence des cabinets privés et mise au pas

La politique budgétaire régionale appliquée ces dernières années met en danger l'ingénierie publique francilienne à un moment où les défis (climatiques, sanitaires, sociaux, économiques) auxquels la Région et les collectivités territoriales font face sont pourtant majeurs. C'est l'accès de toutes les collectivités - quel que soit leur taille ou leurs moyens - à un soutien de leurs politiques publiques qui est en jeu. Cette menace s'exprime sous deux angles :

- Les organismes associés sont de plus en plus forcés à inscrire leurs missions dans des contrats rémunérés plutôt que via un programme partenarial mutualisé qui permet de mettre à disposition gratuitement et publiquement les livrables produits. Leur crainte est de devoir fonctionner à moyen terme comme des bureaux d'études privés, ce qui pourrait priver certaines collectivités avec peu de moyens de nos productions.
- Certaines activités prises en charge par les organismes associés seront tout simplement supprimées (tendance déjà observée aujourd'hui) et les collectivités territoriales seront forcées de passer des contrats avec des bureaux d'études privés, ce qui représentera pour elles un coût bien plus important.

Cette volonté de réduire la subvention s'inscrit dans un contexte général de désengagement des pouvoirs publics dans les organismes d'ingénierie publique et de recours de plus en plus systématique à des cabinets privés pour des prestations de conseil de moindre qualité et qui n'offre pas l'avantage d'une vision globale reposant sur un corpus large et ancien d'études. C'est aussi la stratégie que l'exécutif régional semble privilégier, en effet la proximité entre Valérie Pécresse et le cabinet EY avait déjà été relevée en 2022 dans un article de Médiapart. Encore en 2024, les accords-cadres en vigueur lient la Région à des cabinets de conseil pour un montant de 12 millions d'euros.



Enfin, les organismes du GOAL craignent que l'exécutif régional profite de cet affaiblissement des organismes pour exercer un contrôle politique de plus en plus directe sur leur travail (validation systématique des publications et supports de communication produits avant publication, censure de sujets d'étude qui fâchent...).

\*\*\*\*\*

## Nos revendications

- Le rétablissement des subventions régionales des OA au niveau de 2021, soit le début du second mandat de Valérie Pécresse
- Le refus de la baisse du budget de fonctionnement et d'investissement de la Région pour 2025
- La volonté d'obtenir un engagement pluriannuel sur le budget de fonctionnement de la Région et sur les subventions des Organismes Associés (OA), jusqu'à 2028
- Le rétablissement du pouvoir d'achat des salarié·es de la Région et des OA
- Une garantie écrite sur le maintien de l'emploi et des missions des OA
- Une exemplarité de la dépense régionale : fin des subventions extra-légales, fin du recours aux cabinets de conseils pour des missions que les services de la Région ou les OA peuvent réaliser
- L'indépendance technique de nos structures et nos services

Contacts :

Signatures et contacts presse :

Pour L'Institut Paris Region :

- Léo MARIASINE, délégué syndical CGT, 06 03 39 24 46
- Régis DUGUE, délégué syndical CFDT, 06 12 30 88 68

Pour le CRIPS Île-de-France :

- Jihenne TLIBA, délégué syndical SUD, 01 84 03 96 78

Pour Choose Paris Region :

- Stéphane MARTINET, délégué syndical CFDT, 06 85 72 74 96